

ESPAGNE

# Grève nationale des fonctionnaires

En prélude à une grève nationale le 8 juin prochain, à l'appel des fédérations des services publics de l'UGT (Union générale des travailleurs) et des CCOO (Commissions ouvrières), plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires manifestaient dans les principales villes d'Espagne le 20 mai, au moment même où le gouvernement approuvait de nouvelles mesures d'austérité. Sous la pression des marchés financiers et de ses homologues européens, sans compter les appels téléphoniques du président américain Barack Obama, le chef du gouvernement espagnol, le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, avait annoncé cette nouvelle vague de rigueur le 12 mai, dans la foulée du plan dit de secours, d'un montant de 750 milliards d'euros, adopté par les chefs d'État de l'Union européenne et le Fonds monétaire international (lire *FO Hebdo* n° 2943 du 19 mai) le 10 mai. Au programme notamment, une baisse moyenne de 5% des salaires des fonctionnaires, effective dès le 1<sup>er</sup> juin, ce qui représente une perte de 30 à 200 euros par mois pour la majorité des 2,8 millions de fonctionnaires, alors que plus de 60% d'entre eux gagnent au maximum 1 500 euros brut, ont dénoncé les organisations syndicales.

## LA RIGUEUR AU-DELÀ DE LA FONCTION PUBLIQUE

Les salaires des fonctionnaires seront ensuite gelés à partir de 2011. Le chef du gouvernement a également annoncé la suppression de la revalorisation automatique des retraites, la fin de l'allocation d'aide aux familles pour le premier enfant (2 500 euros), ainsi qu'une diminution des investissements publics de 6 milliards et une coupe de 600 millions dans l'aide au développement. Au lendemain des annonces gouvernementales, le 13 mai, les confédérations syndicales UGT et CCOO ont condamné le «virage antisocial» du gouvernement, exprimé leur soutien à leurs fédérations de fonctionnaires, mais écarté l'idée d'une grève interprofessionnelle. Toutefois le 20 mai, le Secrétaire général de l'UGT, Candido Mendez, déclarait: «L'organisation syndicale est préparée à n'importe quelle éventualité pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses du pays [...]»